



27 avril 2022

Électeurs de Marine Le Pen : ils désespèrent, elle prospère

Sentiment d'abandon ou d'injustice sociale, rejet d'un Macron « arrogant », peur de l'inflation... De la Seine-Maritime à l'Aveyron, où l'extrême droite progresse, Libération a échangé avec des électeurs qui ont glissé un bulletin RN dans l'urne dimanche.

Dossier réalisé par par Victor **Boiteau**, Sarah **Finger**, Eva **Fonteneau**, et Alain **Auffray**

Plus de 5 millions de voix supplémentaires entre le premier et le second tour de l'élection présidentielle. Près de 3 millions de plus qu'au même stade en 2017 : Marine Le Pen a, certes, échoué pour la troisième fois dans une élection présidentielle (41,5%), mais la candidate du Rassemblement national a gravi une marche le 24 avril. Des vignobles du Médoc à l'ancien bassin minier de Decazeville, du Gâtinais rural à l'ouvrière vallée de la Bresle, les électeurs de Le Pen que *Libération* a rencontrés témoignent de [l'enracinement de ce vote d'extrême droite](#), mélange de contestation antisystème, de ras-le-bol fiscal, de sentiments de relégation spatiale, sociale et de peur de l'altérité.

En Gironde, « je voulais surtout que ça change »

« Ah le voilà, l'autre, encore ! » Didier, 65 ans, grimace, agacé et amusé. Vissé sur sa chaise en bois dans un coin du bistrot, une bière à la main, le retraité vient de tomber sur une photo d'Emmanuel Macron tout sourire dans le canard local. « Vous savez, en 2017, et même avant, je votais à droite. Mais cette année, j'ai voté encore plus à droite. Dès le premier tour », annonce-t-il en remontant ses lunettes de vue sur le nez et sa paire de lunettes de soleil sur le front. « Avec 1 150 euros par mois, j'en ai marre de me serrer la vis, à chaque fois il me reste que des cacahuètes », peste-t-il. Ce qui l'a poussé à voter Marine Le Pen ? Il ne sait pas vraiment « Il y a des mauvaises choses dans son programme, mais aussi pas mal de bonnes choses. » Le sexagénaire peine à en citer une. « J'ai surtout lu entre les lignes, si on doit lire tous les programmes de Pierre, Paul ou Jacques, on n'est pas rendus », se justifie-t-il. Silence. L'horloge affiche 10 heures passées. Pendant un instant, son regard s'arrête sur le téléviseur accroché au mur où s'affichent les résultats du Keno. Rêvant à une vie meilleure, Didier vient jouer de temps à autre à la loterie. « En fait, reprend-il, je voulais surtout que ça change. »

À Saint-Sauveur, petit village de 1 300 habitants dans la presqu'île du Médoc, en Gironde, le sexagénaire est loin d'être le seul à avoir glissé un bulletin RN dans l'urne. Marine Le Pen y a récolté près de 66 % des suffrages. C'est 232 voix de plus qu'Emmanuel Macron au soir du second tour, contre seulement 2 en 2017. « J'espère que tous ces jeunes qui ont voté Macron partiront à la retraite à 70 ans, ça leur fera une leçon », lâche Jean-Claude, 68 ans, dit "Tutu", adossé à sa Twingo. Devant une petite supérette, l'un des rares commerces du coin, il évoque ses galères pour finir le mois, ses problèmes de santé et sa crainte de voir l'unique clinique du Médoc fermer. Quelques mètres plus loin, Nicole, 72 ans, secoue la tête, dépitée par les résultats de l'élection. « Ça ne me plaît pas. Je suis née ici. Il y a vingt, trente ans, la commune était complètement socialiste ! Je m'inquiète pour l'avenir de mes petits-enfants. Souvent, je dis à mon mari "viens, on déménage". À moitié en plaisantant. » En balançant son sac de courses à la main, elle déplore l'attitude du Président : « Il n'aide pas avec son regard, son sourire narquois, sa façon de parler aux Français. Si j'avais osé m'adresser comme ça à mes salariés, il y en a plusieurs qui auraient claqué la porte, c'est sûr. »

Derrière le bureau de Serge Raynaud, le maire sans étiquette de la commune, à la « sensibilité de gauche », s'alignent les portraits des présidents de la V^e République qu'il a réussi à chiner. « Je reste un républicain », lance l'édile, fier de ses trouvailles. Puis, redevenant plus sérieux : « Je ne cautionne pas, évidemment, mais je comprends. Je pense qu'on est davantage sur un rejet de l'existant qu'un vote d'adhésion », analyse-t-il. Dans ce territoire rural enclavé, touché par la raréfaction des services publics et le manque d'attractivité, « le sentiment d'abandon » devient selon lui de plus en plus fort. « Le mouvement des gilets jaunes : est-ce que Macron y a répondu ? Je ne pense pas. Nous sommes retombés dans l'oubli. » À

l'ombre des grands crus, le fossé entre « *l'insolente richesse des châteaux qui privilégient la main-d'œuvre étrangère à bas coût* » et « *les administrés qui ne cessent de se débattre* » accentue la frustration.

Ainsi, dans le Médoc, où les scores de Marine Le Pen ont progressé de près de 11 000 bulletins par rapport à 2017, les scores RN s'envolent surtout dans l'intérieur des terres et les zones viticoles. « *Je ne pense pas que ces voix soient portées par le racisme, la xénophobie ou une idéologie. Il y a un sentiment qu'il y a deux France, voire trois. La classe moyenne basse perd ses repères et s'inquiète, elle ne bénéficie plus de l'ascenseur social* », déchiffre Pascale Got, l'ex-députée socialiste du Médoc qui se prépare à reconquérir la circonscription. Ailleurs dans le département, la déconvenue est encore plus grande. Dans le haut de la Gironde, à Saint-André-de-Cubzac par exemple, où les électeurs votent historiquement à gauche, Marine Le Pen a raflé 50,73% des voix. « *Il y a un fort rejet d'Emmanuel Macron lié à un sentiment d'injustice sociale et territoriale. Avec la pandémie, la guerre, la crise économique, tout va de pire en pire pour eux* », rapporte la maire socialiste de la commune, Célia Monseigne, qui a l'habitude d'être élue dès le premier tour dans sa ville.

Dans le département limitrophe des Landes, la candidate RN est également en tête au second tour dans 94 communes sur 327. Un score inédit sur cette terre historique du PS. Au total, moins de 30 000 voix la séparent d'Emmanuel Macron, contre 80 000 en 2017. « *Il faut l'avouer, on a pris un uppercut quand on a vu le résultat* », se désole Paul Carrère, maire de Morcenx-la-Nouvelle, bastion socialiste où le RN était en tête dès le premier tour avec 23,86 %. « *J'en reste malgré tout persuadé, ça ne veut pas dire qu'il y a 23% de fachos ! Ce score, c'est le désespoir des malheureux, obligés de survivre.* »

Dans le Loiret, « on en a marre de se faire marcher dessus »

La D36 coupe Mérinville en deux, de bout en bout. Les voitures passent sans s'arrêter. Par-dessus son portail, Sonia, la cinquantaine, raconte cette bourgade du Loiret d'à peine 200 habitants, son église du XVI^e siècle, sa « *tranquillité* ». À voix basse, timidement, cette mère de trois enfants raconte son quotidien. Les factures de fioul, les « *500 euros de loyer* » et « *200 euros de courses par semaine. Les prix ont explosé...* » dit celle qui a voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour. « *Personne ne parle d'aides pour nous. C'est "débrouillez-vous ! On n'est pas racistes, chuchote-t-elle, mais Macron, on n'en veut plus. Il fait quoi pour les gens comme nous ?* »

Dimanche, Marine Le Pen a obtenu son meilleur score du département ici : 72,9%. Dans cette terre rurale aux portes de l'Île-de-France longtemps acquise à la droite, l'extrême droite grappille des voix élections après élections, tissant sa toile loin de la métropole d'Orléans, dans les campagnes. « *Pour bosser ici, il faut rouler, il n'y a pas le choix* », balance dans un flot d'exaspération Sébastien, 50 ans. Lui roule 60 kilomètres par jour pour travailler dans une usine du département.

Il parle de la « *prime inflation* » du gouvernement, « *bouffée en trois jours* », déverse sa colère contre [l'affaire McKinsey](#), les rendez-vous chez le dentiste impossible à trouver, les loisirs du week-end trop coûteux... « *Castex, il part voter en jet, et c'est à nous de faire des économies ? On en a marre de se faire marcher dessus.* » Même rancœurs, même bouffée de trop-plein chez Rosa Fidalgo, sa voisine à Mérinville. Sans emploi, cette mère de famille trouve que Marine Le Pen « *dit des choses vraies. Certains [des étrangers] arrivent ici, ne font rien et ont un logement social, des allocations, du boulot. Nous, on est en France depuis cinquante ans. Et on a le droit à rien. [...] Je suis arrivée à un stade où je ne supporte plus tout ça. Je ne suis pas raciste* », tient à préciser, comme beaucoup d'électeurs rencontrés ce mardi d'avril, cette femme d'origine portugaise. Mais elle aussi lâche sa « *colère* », évoque les baskets trouées des enfants, les factures à payer, un fils de 20 ans « *qui traverse la rue à Montargis mais ne trouve pas de boulot. Vous trouvez ça normal ?* »

Courtenay, à une douzaine de kilomètres de Mérinville. Une autre départementale découpe le village, 4 000 habitants. Marine Le Pen y avait défendu, en mars, la « *ruralité* » et son « *identité* ». Une *Java bleue* entonnée avec des commerçants sous les halles, un bain de foule populaire, des selfies et dédicaces en pagaille. « *Les gens pleuraient* », se souvient un journaliste de *la République du Centre*. Résultat : 59,85 % dimanche, 7 points de plus qu'il y a cinq ans. Un enracinement. « *Le Pen, elle a touché les gens de la campagne. Elle parle de la vie des Français* » dit Nicolas Saulnier, 29 ans. Boulanger, le gaillard à la bouille ronde, barbe fournie, travaille « *sept jours sur sept* » pour « *rembourser [ses] dettes à l'Urssaf* ». « *Les prix flambent* », grince-t-il. Les taxes sur l'essence, la farine, le tabac, des galères du quotidien mêlées au sentiment d'un avenir impossible. Un bulletin Le Pen donc, aussi parce que « *Macron prend les gens de haut. Il est arrogant et insultant* ».

Le bourg de Courtenay compte plusieurs banques, des salons de coiffure, des restaurants, un kebab. Une police municipale aussi, un cinéma et une maison *France services*. D'autres boutiques sont closes depuis des années. Les médecins manquent : près d'un quart des habitants du département ne déclarent pas de médecin traitant. « *Ici, on se sent abandonnés* », peste Fabrice, 50 ans, qui allume une cigarette devant un bar-tabac. Ancien cariste, il est inscrit dans une agence d'intérim. « *Les smicards n'y arrivent plus. Et maintenant la retraite à 65 ans ? Faut arrêter les conneries... Les gens sont démoralisés.* » Gilles aussi cherche du boulot. Du jardinage ou du bricolage, dit-il. La cinquantaine, blouson en cuir sur le dos, il fustige « *l'arrogance* » du Président et apprécie Trump. Marine Le Pen ? Il hausse les épaules. Raconte surtout qu'il ne trouve pas de médecin. Et dit, avant de repartir : « *Tout est cher, aujourd'hui* ».

En Aveyron, « Macron a fait du mal aux petites gens »

« *Autrefois, dans ce bassin minier, industriel et ouvrier, on était communiste. Puis socialiste. Ensuite les choses ont basculé... Il y a trois ou quatre ans, on a franchi un cap* » Laurent Alexandre, maire divers gauche d'Aubin, village de 3 800 habitants situé à 5 km de Decazeville, parle d'une voix lasse. Le score du RN qui ne cesse de gonfler lui ôte presque les mots : Marine Le Pen a gagné ici plus de 20 points en cinq ans, passant de 33% en 2017 à 53,6% dimanche dernier. Pour Laurent Alexandre, ce raz-de-marée rime avec ras-le-bol : « *Les gens en ont marre. Ils veulent que ça pète. Que ça explose, même. La perte de services publics, la fermeture de notre maternité, la paupérisation de la population, les taxes, la crise industrielle qui a frappé notre bassin, tout ça alimente ce vote contestataire. Lors des scrutins locaux, c'est différent, plus mesuré. Mais aux scrutins nationaux, les gens se lâchent.* »

Les mines ont fait vivre [le bassin de Decazeville](#) pendant près de deux siècles. L'industrie du fer et du charbon a créé des routes, des puits, des gares, des laminoirs. En 1850, avec ses 15 hauts-fourneaux, la production de ce site dépassait celle du Creusot. En 1892 débutait l'exploitation de la Découverte, plus grande mine française à ciel ouvert ; ce fut la dernière de Decazeville à fermer, en 2001. Génération après génération, chômage et exode ont tiré le bassin vers le bas. Aujourd'hui, dans ces communes décrépies et sans charme, les rues sont ponctuées de rideaux de fer baissés et de panneaux « à vendre ».

La dernière catastrophe remonte au 26 novembre, jour de la [liquidation judiciaire de la Société aveyronnaise de métallurgie](#) (SAM). Ultime fleuron industriel du bassin, cet équipementier automobile employait 333 salariés. Implanté à 4 km d'Aubin, sur la commune de Viviez (1 200 habitants), ce site a vu naître et croître colères et ressentiments contre le Président. « *Les salariés viennent tout juste de libérer l'usine après 154 jours d'occupation non-stop. Cette crise a généré un fort sentiment anti-Macron, les gens sont très remontés contre lui* », analyse Jean-Louis Denoit, maire PS de Viviez. Comme à Aubin, Jean-Luc Mélenchon a obtenu ici 30% des voix au premier tour. Et Marine Le Pen est aussi arrivée en tête du second, avec 52% des suffrages, soit 23 points de plus qu'en 2017. « *Une partie des électeurs de Mélenchon a glissé vers Le Pen au second tour* », constate Jean-Louis Denoit, un brin désabusé. « *Les gens ne me l'ont pas dit ouvertement, mais ils m'ont confié qu'ils hésitaient. J'ai compris ce que cela signifiait* ». Selon cet élu, bien peu d'électeurs du bassin auraient voté par adhésion ou conviction au second tour : « *Les uns voulaient faire barrage à l'extrême droite, et les autres refusaient de voir Macron réélu.* »

Une analyse que beaucoup partagent à quelques kilomètres de là, à Cransac (1 500 habitants). Ici, le RN a gagné plus de 21 points en cinq ans, jusqu'à atteindre dimanche 55,4% des suffrages. Comme à Aubin, Viviez ou Decazeville, le moral des locaux est en berne. « *Avant, ici, il y avait de la vie, des commerces, une boucherie... Aujourd'hui, presque tout a fermé. Un bar vient encore de mettre la clé sous la porte* », raconte Diego derrière son verre de pastis. De l'autre côté du comptoir, Thierry et Fabienne, cogérants de ce café planté à côté de la mairie, énumèrent les plaies qui auraient ouvert la voie au RN : l'appauvrissement des habitants, la révolte des gilets jaunes, les confinements qui ont plombé l'économie, les pass sanitaires qui ont « *transformé les commerçants en policiers... Il y a encore quelques années, Le Pen faisait des scores piteux à Cransac* » se souvient Fabienne. « *Mais Macron a fait du mal aux petites gens* » assure Thierry. « *Moi j'ai passé 41 ans à la SAM, embraye Diego. Macron nous avait fait plein de promesses, et puis il nous a laissés tomber. S'il y a de la haine contre lui ? Oh oui ! Lundi, quand les camarades ont quitté l'usine qu'ils occupaient depuis cinq mois, les trois quarts étaient en pleurs. Je ne leur ai pas demandé ce qu'ils avaient voté, mais je sais que certains étaient branchés Le Pen...* » Le maire d'Aubin, lui, s'interroge déjà sur l'après : « *Les gens ne croient plus en rien. Comment va-t-on gérer nos communes, nos régions, et même la France, s'ils ne croient plus en la politique ni en ceux qui les représentent ?* »

En Seine-Maritime et dans la Somme, « même avec le smic à 1500 euros, je ne suis pas sûr que la colère retomberait »

[Le Tréport 62%](#), Incheville 67%, Gamaches 64%, Blangy-sur-Bresle 59%... Les communes de la petite vallée verrière de la Bresle ont fait un triomphe à Marine Le Pen. Partout, la candidate du RN améliore de 5 à 10 points ses résultats, déjà impressionnants de la présidentielle de 2017. Même constat rive droite, sur le plateau picard, dans les fiefs communistes du Vimeu industriel : à Woincourt, elle passe de 54% en 2017 à 64% en 2022, à Fressenneville de 51% à 60%. Il faut bien fouiller la carte électorale pour trouver des bureaux de vote où Le Pen n'est pas très largement en tête. Sur les 72 villages de la vallée, seule une poignée a donné une petite avance au président sortant. C'est le cas de la ville royale d'Eu, ex-résidence d'été de Louis-Philippe, ou encore de la commune de Bouttencourt, essentiellement peuplée de retraités.

« Il y a des magouilles, c'est sûr », « Marine en tête partout et au final elle perd ? [C'est clair, c'est truqué](#) », comme ici, sur la page Facebook de la commune de Blangy-sur-Bresle, les électeurs digèrent mal la défaite de leur championne. Le maire de centre droit, Éric Arnoux, craint que la fracture soit profonde et durable : « *Même si Macron mettait le smic à 1500 euros, je ne suis pas sûr que la colère retomberait.* » Inquiétude similaire chez Jean-Charles Vitaux, un enfant du pays, cadre dans l'industrie verrière, élu maire de Beauchamps en 2020. À chaque élection présidentielle, il a vu le vote Le Pen progresser et s'incruster dans son village. Elle était à 58% dimanche dernier contre 45% en 2017. Il ne prétend pas avoir les réponses à ce qu'expriment ses administrés mais il sent que la limite est atteinte.

Analyse

Souvent invoqués pour expliquer les succès populistes, le chômage et la désindustrialisation ne sont, en l'occurrence, pas vraiment opérants. Car ce qui caractérise la vallée de la Bresle et le Vimeu, c'est précisément que ces territoires ont gardé leurs industries traditionnelles : flaconnage de luxe, serrurerie et robinetterie. Quant à l'immigration, autre carburant du vote RN, elle est inexistante dans les petits villages de cette « Glass Vallée ». Reste, pour le jeune maire, un puissant « *vote de dépit* » contre Emmanuel Macron. Mais, reconnaît-il, « *il faut aussi se poser des questions au niveau local* ». Isolés, loin de tout, avec le sentiment d'être oubliés, les électeurs protestent aussi contre « *un cadre de vie* ». Le député LR de la Somme Emmanuel Maquet invoque lui aussi les services publics défaillants et l'impossible mobilité : « *On a dû se battre comme des chiens pour faire rouvrir la ligne de chemin de fer dans la vallée.* »

« *Lutter contre l'isolement, rendre visible les invisibles* », c'est la grande affaire d'Aurélie Delbecq, directrice du centre social de Blangy-sur-Bresle. Elle propose notamment un service de transport à la demande pour des rendez-vous médicaux, des achats ou des tâches administratives, à destination des villes les plus proches. Elle pointe « *les grosses carences éducatives* », de nombreux jeunes adultes : « *Ici, les gens bougent très peu. Certains ne sont jamais allés jusqu'à la mer, à moins de 30 kilomètres.* »

Isolés, les lepénistes militants le sont eux aussi. Joël Duchaussoy, retraité et conseiller municipal d'opposition à Eu, est l'unique élu RN de la vallée. Déçu par le score de Le Pen, il se rend à cette évidence : « *Dans ce pays, l'électorat rural ne pèse pas assez lourd.* » Il se désole que « *les mélenchonistes des villes* » aient voté Macron. Ville, campagne : il le voit là, le vrai clivage. « *Nous, quand on va à Rouen on n'est pas à l'aise, dit-il. L'immigration et l'insécurité, on ne l'accepte pas. En ville, les gens sont habitués. Ils trouvent tout ça normal. Nous, les ruraux, nous sommes attachés à nos biens. Quand on se fait siphonner un plein de gasoil on est touchés dans notre chair.* »